



RÉVOLUTIONNAIRES

POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES, COMMUNISTE ET INTERNATIONALISTE



Centre financier
Distribution
Paris 15^e

Lundi 5 février 2024

Paysans, salariés du public et du privé :

C'EST AUX CAPITALISTES QU'IL FAUT S'EN PRENDRE !

Il n'aura fallu que quelques heures après les annonces d'Attal pour que la quasi-totalité des barrages d'agriculteurs, à l'appel de la FNSEA et de la Coordination rurale, soient levés. Seule la Confédération paysanne a appelé à poursuivre les actions, et là, la police de Darmanin est vite intervenue pour faire lever les barrages.

Attal a promis une « pause » sur le plan « Écophyto » de réduction des pesticides, de diminuer le nombre de jachères et de rétablir les subventions sur le gasoil non routier (GNR) pour les tracteurs. Bref, le gouvernement se sert de « l'écologie punitive » comme bouc-émissaire, pour mieux épargner les géants de l'agro-business, que ce soient les banques, les industries agro-alimentaires ou les grandes surfaces. Il leur est juste demandé de... mieux respecter la loi ! Une loi qui a bien montré qu'elle est incapable de garantir un revenu à ceux qui travaillent la terre.

Comment expliquer alors que les barrages routiers aient été si rapidement levés ? Tout simplement parce que, dans cette mobilisation, se trouvaient aussi bien les petits agriculteurs, écrasés par les dettes, vivant en dessous du Smic, pressurés par les grands capitalistes... que des dirigeants de véritables empires de l'agro-business, tel Arnaud Rousseau, le président de la FNSEA, dirigeant de la multinationale Avril – les huiles Lesieur, Isio4, Puget... Il est même le président du conseil d'administration de Sofiprotéol, une société de... crédit aux agriculteurs ! Pas étonnant que ces messieurs-là ne veuillent surtout pas qu'on s'en prenne aux banques et aux grands capitalistes.

La colère paysanne a ravivé la colère ouvrière

Il n'empêche, l'explosion de colère des paysans a suscité une profonde sympathie chez les travailleurs et travailleuses. Le slogan « vivre et pas survivre » résonne avec la stagnation des salaires et la hausse des prix de la vie courante dans les villes. On pouvait voir de nombreux clins d'œil aux blocages paysans

dans les manifestations bien fournies de l'Éducation nationale du 1er février. Pour sûr que les mensonges, l'arrogance et le mépris de la nouvelle ministre, Amélie Oudéa-Castéra, ont dû jouer. Côté vie privée : elle contourne le système pour placer ses enfants à Stanislas, école privée de luxe, catholique intégriste. Côté vie publique : elle annonce de nouvelles mesures renforçant le tri social et l'encasernement de la jeunesse, avec les « groupes de niveau » dès le collège, et la généralisation du service national universel au lycée. Le tout sur fond d'établissements délabrés, de salaires qui stagnent et de crise de recrutement – ceci expliquant cela. Là encore, il faudrait déjà augmenter les salaires pour qu'on puisse recruter ! La grève a été particulièrement bien suivie jeudi dernier, et les suites sont en cours de discussion et de préparation dans les établissements. C'est bien la mobilisation de tout le secteur, de la maternelle au lycée, qui est posée.

Des mobilisations auront également lieu dans les jours et les semaines qui viennent à la SNCF, à la RATP, dans les centres de tri de la Poste. Là aussi, l'exigence, c'est l'augmentation des salaires et l'amélioration des conditions de travail, pour pouvoir vivre dignement de son travail dans de bonnes conditions !

Pour un mouvement d'ensemble !

Cette ébullition vient de toutes celles et ceux qui n'en peuvent plus des fins de mois qui commencent le 5, qui n'en peuvent plus de se tuer à travailler pour ne pas gagner sa vie. Oui, plus que jamais, dans le public comme dans le privé, à la ville comme à la campagne, c'est l'augmentation générale des salaires et des revenus de ceux qui travaillent qui est à l'ordre du jour : 400 euros d'augmentation pour tous ! Pas un seul salaire en dessous de 2000 euros ! Et, pour imposer une telle mesure, c'est bien un mouvement d'ensemble des salariés, de la jeunesse et des paysans exploités qu'il faudra.

Tout augmente... enfin presque

En 2024, les tarifs bancaires s'envolent à nouveau et La Banque Postale n'est pas en reste. Les frais de tenue de compte augmentent de 21 %, les frais d'intervention en cas d'anomalie de 15 % et le minimum forfaitaire d'agio de 100 % ! La Banque Postale veut faire raquer les clients pauvres. Est-ce pour augmenter d'autant nos salaires ? De ce côté-là, l'évolution prévue semble nettement moins dynamique. Pour la booster, il faudra s'imposer.

Le compte n'y est pas

Cette semaine, la direction a fait déménager Paris 15 d'Alleray pour s'installer à Bonvin. Ceux qui perdent le plus dans cette réorganisation ce sont les intérimaires, qui se retrouvent avec des tournées complètement éclatées. Mais nous sommes tous impactés. Sans parler du bazar organisé à tous les niveaux, nous sommes un certain nombre à voir notre charge de travail doubler ou tripler. À ce tarif-là, il faudrait que notre salaire triple lui aussi !

Serrés comme des sardines

À Bonvin, nous sommes invités à nous faire tout petits. La moitié des collègues féminines et la totalité des collègues masculins disposent en tout et pour tout d'un demi casier, dans un espace qui tient plus de la cave que du vestiaire.

Heureusement que la neige est derrière nous, mais reste les jours de pluie. Nous nous demandons encore où nous allons ranger notre imper...

Le courant ne passe pas

Autre cafouillage de la direction : l'absence de borne de recharge pour les camions à Bonvin. Ils devront donc être rechargés deux jours par semaine à Alleray.

Dans ce cas, on invite la direction à les y conduire elle-même !

« Qui me dépose ? »

Comme attendu, la dépose des facteurs s'avère compliquée. Les chauffeurs doivent attendre systématiquement les piétons à qui on donne les recommandés en retard. Et que dire du retour de certaines tournées qui semble déjà avoir été abandonné ?

Un vrai sac de nœuds... Qui ne doit pas créer de tension entre nous. Car c'est bien la direction qui a toujours refusé d'anticiper ce genre de problèmes, et qui serait bien arrangée maintenant que les collègues se montent les uns contre les autres. C'est au contraire contre la seule responsable qu'il faut se retourner !

Grève et débrayage dans les PIC : ça continue !

Depuis quelques semaines, les postiers de Cestas en Gironde et de Lesquin près de Lille débrayent pour revendiquer de meilleurs salaires. Ils ont appelé à se mobiliser de nouveau le 6 février sur un mot d'ordre qui concerne l'ensemble du monde du travail : 400 euros net d'augmentation.

Nous en aurions bien besoin avec l'électricité ou le gaz qui augmentent encore en février. Preuve que l'objectif parle, les collègues de Cestas ont été rejoints par différents bureaux de poste, jusqu'à Wambrechie dans le Nord ! À nous d'en faire autant !

Remise en cause du TPAS

Suite à la réforme des retraites, La Poste vient d'annoncer qu'elle décalerait entre 1 à 2,5 ans la possibilité de départ avec un TPAS (temps partiel aménagé senior), dispositif de départ qui intéresse beaucoup de collègues. Il faudra désormais aussi justifier de 25 ans d'ancienneté à La Poste, ce qui n'était pas le cas avant. Des collègues qui avaient prévu leur retraite se voient imposer de rester au taf un ou deux ans de plus, alors même que des jeunes sont au chômage. Dégueulasse !

Nombre record de SDF

Selon le rapport annuel de la fondation Abbé Pierre, il y aurait actuellement 330 000 SDF, contre 143 000 en 2012. Le mal ne cesse de s'aggraver.

En outre, le nombre de ménages en attente d'un logement social n'a jamais été aussi élevé (2,42 millions). Pourtant, il y a quelque trois millions de logements vacants dans le pays, que les pouvoirs publics se refusent à réquisitionner.

NPA
NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

CONTRE LES POLITIQUES
ANTISOCIALES ET RACISTES
POUR REPRENDRE L'OFFENSIVE :

ORGANISONS-NOUS !

MEETING

DES
**RENCONTRES NATIONALES
OUVRIÈRES**

SAMEDI 10 FÉVRIER, 19H
Salle Colonne (94, bd Auguste Blanqui - Paris 13ème)